

2023EFSPACC697



ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR – CORSE

Service Juridique et de la Commande publique
149, Boulevard Baille - 13005 Marseille

**PRESTATIONS DE VACATIONS D'ASSISTANCE SOCIALE A DESTINATION
DES SALARIES DE L'EFS PACA CORSE**

PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE

Articles L.2123-1 2°, R.2123-1 3°, R.2123-2, R.2123-4 et R.2123-7 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Table des matières

DEFINITIONS	5
1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.1 Les missions principales de l'EFS	6
1.1.1. Le prélèvement	6
1.1.2. La préparation	7
1.1.3. Le contrôle qualité	7
1.1.4. La qualification des dons	7
1.1.5. La distribution et la délivrance.....	7
1.2 Les autres missions de l'EFS	7
1.3 L'organisation de l'EFS.....	7
1.4 EFS PACA-Corse.....	8
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	9
3. DISPOSITIONS GENERALES.....	9
3.1 Procédure de passation.....	9
3.2 Allotissement.....	9
3.3 Forme du marché public.....	9
3.4 Estimation du marché public.....	9
3.5 Durée du marché public.....	9
3.6 Langue d'exécution du marché public.....	10
3.6.1 Principe	10
3.6.2 Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	10
3.6.3 Défaut de recours à un interprète	10
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC.....	10
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	11
5.1 Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	11
5.1.1 Emission des bons de commande	11
5.1.2 Délais d'exécution des bons de commande.....	11
5.1.3 Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	12
5.2 Vérification et admission	12
5.3 Pénalités.....	12

5.3.1	Pénalités de retard.....	12
5.3.2	Pénalités pour mauvaise exécution	12
5.3.3	Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat.....	13
5.3.4	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé 13	
5.4	Sous-traitance.....	13
5.4.1	Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique.....	13
6.	CONFIDENTIALITE.....	14
6.1	Obligations du titulaire	14
6.2	Sous-traitance Dispositions en cas de non-respect des obligations	15
7.	EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES.....	15
7.1	Evolutions administratives.....	15
7.2	Evolutions technologiques	15
7.3	Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)	15
7.3.1	Modifications relatives au Titulaire	15
7.4	Clause de réexamen.....	16
7.5	Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles.....	16
7.6	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires.....	16
8.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE.....	17
8.1	Défaillance	17
8.2	Redressement ou liquidation judiciaire	17
9.	REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	17
9.1	Contenu des prix	17
9.2	Forme et évolution des prix	17
9.3	Prestations sur devis.....	18
9.4	Avance	19
9.5	Modalités de facturation et de règlement.....	19
9.5.1	Facturation	19
9.5.2	Dématérialisation des factures.....	20
9.5.3	Délai de paiement.....	20
9.5.4	Suspension du délai global de paiement.....	20
9.5.5	Intérêts moratoires.....	20
9.5.6	Nantissement et cession de créance	21
9.5.7	Renseignement d'ordre comptable	21
10.	RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	21
11.	RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	21

11.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
11.2	Résiliation aux torts du Titulaire.....	22
11.3	Résiliation pour événements liés au marché	22
11.4	Exécution aux frais et risques	22
12.	LITIGES	22
13.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	23
14.	CLAUSES TECHNIQUES.....	24
14.1	Données quantitatives et organisationnelles	24
14.2	Composition par catégorie socio professionnelle	24
14.3	Composition par groupe de métier	24
14.4	Composition par âge et par sexe	24
14.5	Nombre de travailleurs de nuit	24
14.6	Nombre de travailleurs handicapés	25
14.7	Répartition géographique des salariés au 01/01/2025	25
14.8	Description des prestations attendues.....	25
14.8.1	Périmètre et domaines d'intervention.....	25
14.8.2	Domaines d'intervention	25
14.8.3	Connaissances et coordination avec les autres acteurs et dispositifs présents à l'EFS PACA-CORSE	26
14.8.4	Rôle spécifique de l'assistance sociale	26
14.9	Définition et organisation des vacations.....	26
14.9.1	Définition.....	26
14.9.2	Organisation matérielle.....	26
14.9.3	Périmètre géographique d'intervention.....	27
14.10	Organisation et gestion du marché.....	27
14.10.1	Exigence d'un interlocuteur unique	27
14.10.2	Réunion de cadrage et mise en place du marché.....	28
14.10.3	Calendriers des vacations d'assistance sociale et modifications	28
14.10.4	Reporting et réunions de suivi	28
14.10.5	Modifications dans l'équipe dédiée	29

DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCP : Cahier des clauses particulières

Comptables assignataires : Agent Comptable secondaire de l'EFS PACA Corse

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant des pouvoirs adjudicateurs (RPA) : le Directeur de l'EFS PACA Corse ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018

Services : prestations de vacations d'assistance sociale objet du présent marché

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

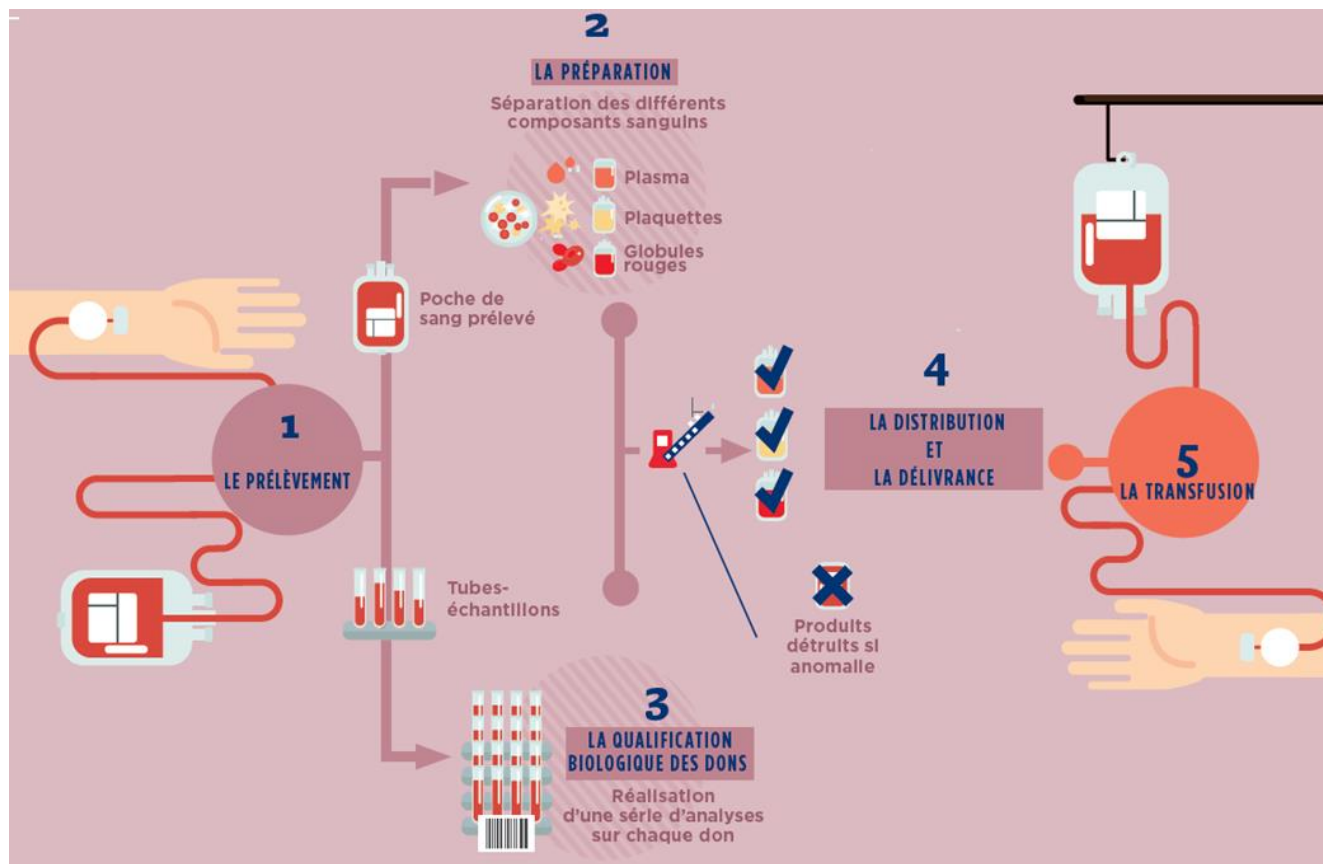
Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Établissement Français du Sang est un établissement public de l'État créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit. L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

1.1 Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de

40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

1.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

1.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

1.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

1.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

1.2 Les autres missions de l'EFS

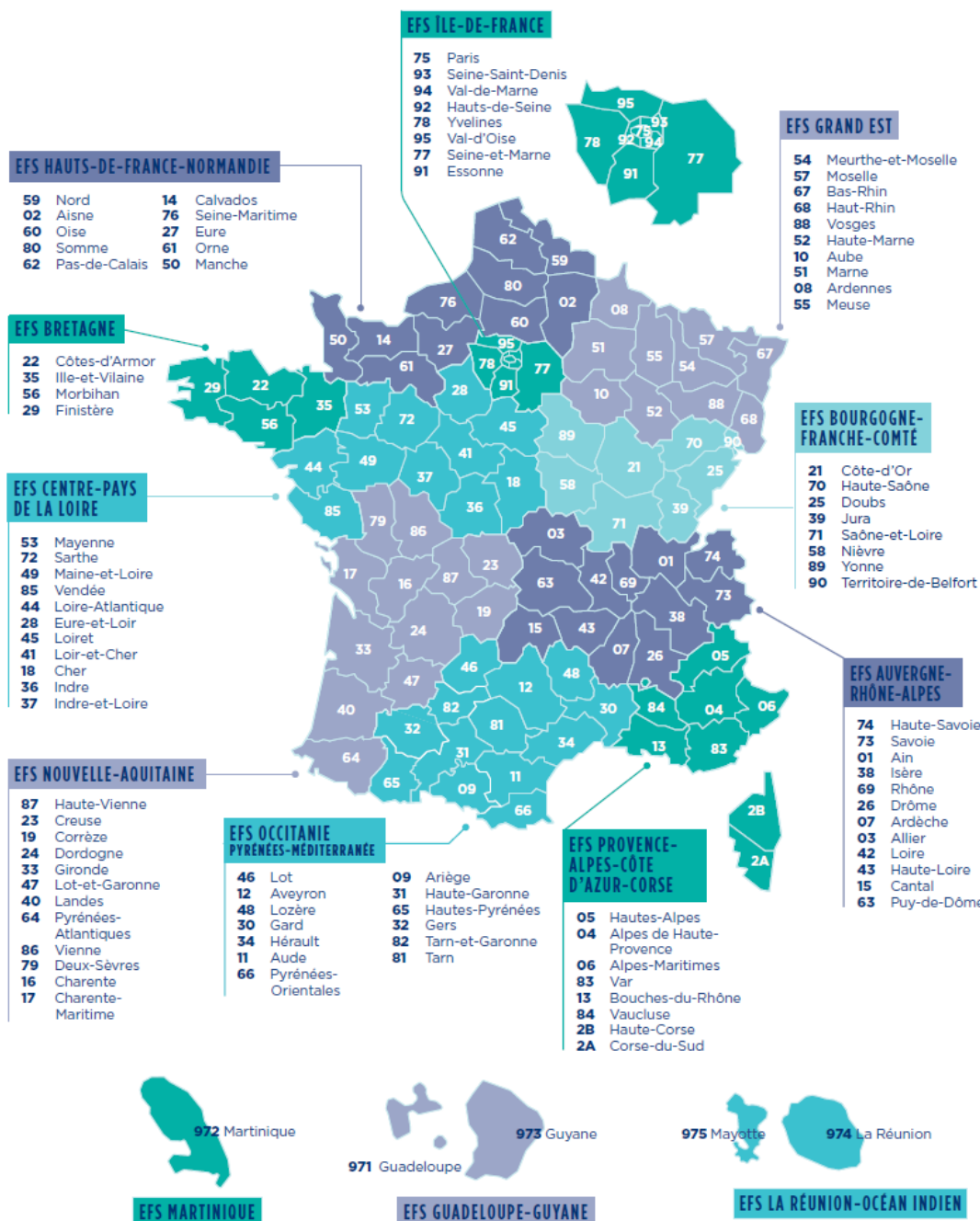
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Établissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. À ce titre l'EFS effectue des examens d'Immuno-Hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. À côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

1.3 L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



1.4 EFS PACA-Corse

L'EFS PACA-Corse est composé d'un plateau technique de préparation des PSL, de laboratoires d'immuno hématologie, d'une banque de tissus, d'une banque de thérapie cellulaire, d'une unité de production de réactifs, de services de recherche, ainsi que d'un laboratoire HLA.

La distribution et, le cas échéant, l'immunohématologie des receveurs sont réalisés 24h sur 24h, 7j/7 par du personnel sur site, ou d'astreinte.

Le prélèvement, quant à lui, est assuré sur environ 11 sites fixes de l'EFS PACA-Corse (cabines de prélèvement et Maisons du Don), ainsi que dans le cadre de collectes mobiles. Ces collectes mobiles, réalisées dans des camions de prélèvements ou dans des locaux prêtés par les collectivités territoriales et les entreprises, couvrent les régions PACA et Corse.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet des prestations de vacations d'assistance sociale pour les salariés de l'EFS PACA-Corse. La direction de l'établissement est, en effet, soucieuse du bien-être des personnels, et consciente des difficultés que chacun peut avoir dans sa vie personnelle et professionnelle. Ces prestations s'inscrivent ainsi dans le cadre de la politique de prévention sociale de l'EFS PACA Corse. A ce titre, un service d'assistance sociale est proposé pour le personnel souhaitant être écouté, orienté, aidé voire assisté dans ses démarches personnelles.

Les prestations concernent des salariés présentant des hétérogénéités en termes d'expériences professionnelles, d'ancienneté dans l'emploi ou dans l'entreprise et de statuts.

Les vacations doivent être assurées en présentiel et/ou distanciel selon les sites de l'EFS PACA Corse répartis sur la région Provence Alpes Côte d'Azur et la Corse.

Les prestations attendues et les modalités d'exécution sont indiquées dans le CCP.

Le nombre de sites et effectifs de même que tous les tableaux de statistiques sont donnés à titre indicatif.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 2°, R.2123-1 3°, R.2123-2, R.2123-4 et R.2123-7 du code de la commande publique.

3.2 Allotissement

Le marché public n'est pas alloti conformément aux dispositions de l'article L.2113-1 du code de la commande publique. La décomposition en lots rendrait difficile techniquement l'exécution des prestations. En effet, il est nécessaire de bénéficier d'une certaine homogénéité dans les services proposés aux salariés présents sur tous les sites.

L'absence d'allotissement se justifie également pour des motifs d'efficience organisationnelle liés notamment au reporting régulier devant être assuré auprès de la directrice des ressources humaines. Ces reporting sont effectués selon une périodicité trimestrielle et concernent l'ensemble des sites.

3.3 Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant annuel maximum de commandes fixé à **30 000 € HT** conformément à l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique.

3.4 Estimation du marché public

Le nombre de vacations à assurer par an est estimé à 48 tous sites confondus. Cette estimation est communiquée à titre indicatif. Elle est évaluée en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités. Cette estimation ne constitue en aucun cas un engagement contractuel de l'EFS PACA-Corse.

3.5 Durée du marché public

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché public figurant au présent CCP, le marché public est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 27/09/2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette première période contractuelle de 12 mois, le marché public est reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

3.6 Langue d'exécution du marché public

3.6.1 Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.6.2 Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire

3.6.3 Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
 - Annexe 1 : Le bordereau des prix (BP) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire composée du cadre de réponse du mémoire technique et de ses éventuelles annexes.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du CCP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché public au Titulaire ne comportera que l'acte d'engagement. Le Titulaire est réputé avoir conservé une copie de son offre et du CCP.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, le RPA délivrera sur demande du Titulaire le certificat de cession de créance.

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1 Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.1.1 Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
- La durée de validité du bon de commande
- La nature, les références et les quantités de Services concernés
- Le prix contractuel HT des Services
- Le montant total HT du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu et la date d'exécution souhaitée
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

5.1.2 Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels. Ils sont indiqués dans les clauses techniques figurant dans le présent CCP.

Le Titulaire doit proposer un mois avant la date de début d'un trimestre, un calendrier trimestriel de vacations précisant les sites concernés, les dates et les plages horaires des vacations. Il appartient ensuite au Titulaire de se conformer audit planning une fois celui-ci devenu définitif. Faute de quoi, il encourt l'application de pénalités telles que prévues au présent CCP.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de deux mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire avertit la DRH, de même que le service achats, dans les plus brefs délais. Le Titulaire adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et

vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de report de la date de vacation d'assistance sociale.

5.1.3 Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution de services prévus au présent marché public et ce, sous certaines conditions déterminées ci-après :

- 5 % du montant annuel estimé du marché
- Montant < 10 k €HT

5.2 Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

5.3 Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des prestations non effectuées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable font l'objet d'une facture.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Les pénalités définies ci-après se cumulent entre elles.

Les jours cités au présent article sont des jours calendaires.

5.3.1 Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements contractuels pris par le Titulaire à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

En cas de non-respect de la date de vacation figurant dans le calendrier trimestriel, ce dernier s'expose à une pénalité d'un montant de 50 € par jour calendaire de retard à compter du lendemain de la date de vacation sur laquelle s'est engagé le Titulaire.

5.3.2 Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement constaté.

- non tenue d'une vacation d'assistance sociale sans justifications (absence imprévue, sans information préalable de l'EFS)
- retard ou absence de transmission du reporting trimestriel (envoi du support papier ou électronique)
- retard ou absence de tenue des réunions de reporting programmées avec la DRH
- retard ou absence de transmission du calendrier trimestriel de vacation dans le délai imparti
- retard ou absence d'envoi de la version modifiée du calendrier trimestriel de vacation à la DRH

- retard dans la proposition d'un remplaçant en cas de changement dans l'équipe dédiée
- proposition d'un remplaçant dans l'équipe aux compétences inférieures à celles des profils prévus dans l'offre
- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande

5.3.3 Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de carence constaté.

5.3.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

5.4 Sous-traitance

5.4.1 Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit

également être fourni avec la déclaration.

6. CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.1 Obligations du titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne

privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.2 Sous-traitance Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES

7.1 Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de des Services considérés, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.2 Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

7.3 Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)

7.3.1 Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché à l'adresse suivante :

EFS PACA – CORSE - Service Juridique et de la commande publique
149, boulevard Baille – 13005 Marseille

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.4 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le Titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG, il est également prévu la clause de réexamen en cas de changement de lieu de livraison ou de siège social (adresse connue mais date de mise en œuvre inconnue).

7.5 Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.6 Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du

code de la commande publique.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

8.1 Défaillance

En cas de non-exécution de la prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

8.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le Titulaire qui serait placé en redressement ou liquidation judiciaire en cours d'exécution du marché doit notifier immédiatement le jugement au RPA qui adressera à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau des prix (annexé à l'acte d'engagement).

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont notamment les frais de déplacement, de restauration et hébergements éventuels, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Le prix tient également compte de toutes les prestations associées nécessaires à la tenue des permanences et notamment les temps d'échange avec les différents interlocuteurs de l'EFS (réunions, reporting...).

Les sites de l'EFS PACA Corse peuvent faire l'objet de modifications éventuelles : création de site, fermeture de site ou bien déménagement de locaux. Dans ce cadre, si les modifications sont effectuées dans une zone inférieure à 10 km, aucun avenant ne sera conclu. Au-delà de ce rayon, les modifications feront l'objet d'un avenant.

9.2 Forme et évolution des prix

Les prix sont révisables en fin de période à la date d'anniversaire du marché pour la période suivante, à la hausse comme à la baisse, par référence au tarif ou barème que le Titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

La révision sera envoyée à l'adresse suivante :

EFS PACA-Corse
Service des achats
149 bd Baille
13005 MARSEILLE

☛ **Clause butoir et de sauvegarde**

En cas de hausse excédant de plus de 5 % les conditions précédentes, le RPA se réserve la faculté de limiter cette hausse à 5 % ou de résilier le marché public sans que le Titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

La demande révision des prix sera nécessairement accompagnée des prix révisés sous un format identique à celui défini dans l'acte d'engagement.

☛ **Clause de révision exceptionnelle**

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché supérieure au seuil prévu par la clause butoir. Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

Une diminution tarifaire, voire un retour aux prix en vigueur initialement du marché, sera effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la nouvelle révision des prix ou le retour au prix initialement en vigueur ».

Les prix révisés, après acceptation, sont appliqués par le RPA à compter de la date d'entrée en vigueur de la reconduction.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas les modalités de mise en œuvre de la révision prévues ci-dessus et dans le cas où une hausse des prix est constatée, les prix en cours sont automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du RPA.

9.3 Prestations sur devis

Pour offrir plus de marge de manœuvre à la Direction des ressources humaines en cours d'exécution du marché, l'EFS PACA Corse se réserve la faculté de commander sur devis de nouvelles prestations complémentaires non prévues initialement dans le BP.

Cette possibilité n'est envisagée que de manière accessoire aux prestations faites dans le cadre du BP.

Ces prestations peuvent concerner des interventions tant au niveau individuel qu'au niveau collectif (intervention pour la réalisation de bilans, participation éventuelle au CSE en tant que personne compétente, participation à un éventuel groupe de travail, intervention sur des sujets d'intérêts collectifs : stress au travail, numérique...).

Les prix de ces prestations sont exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le devis fourni par le Titulaire. Ces prix sont révisables dans les conditions définies dans le présent CCP.

Le Titulaire est informé que cette possibilité est strictement encadrée en interne et que le RPA en assure le contrôle.

Les prestations commandées sur devis seront intégrées au bordereau des prix par voie d'avenant. Un nouveau BP actualisé sera alors transmis par le Titulaire pour tenir des prestations exceptionnelles réalisées sur devis et non prévues dans le BP.

9.4 Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.5 Modalités de facturation et de règlement

9.5.1 Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures sont adressées à l'EFS PACA-Corse via le portail CHORUS PRO en utilisant le numéro SIRET suivant : 428 822 852 00136.

Le numéro de commande et le numéro de marché public doivent être renseignés dans la zone « Engagement ».

Outre les mentions légales et réglementaires en vigueur, les factures comportent les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

Le numéro de SIREN/SIRET figurant sur la facture doit être identique au numéro SIREN/SIRET utilisé lors de la candidature et correspondant à l'entreprise qui procède à la facturation.

Le cas échéant, les factures présentées par le Titulaire comportent, en outre, l'indication :

- des pénalités notifiées au Titulaire ;
- du montant des acomptes déjà facturés.

9.5.2 Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.5.3 Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'EFS PACA-Corse.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au présent CCP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS PACA-Corse se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.5.4 Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.5.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires

est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.5.6 Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire la copie de l'Acte d'Engagement et son annexe financière.

Ainsi, l'EFS délivre uniquement le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.5.7 Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'agent Comptable secondaire de l'EFS PACA Corse, désigné dans l'acte d'engagement.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire

du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2 Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, notamment pour les raisons suivantes :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité imposées par le présent CCAP ;
- En application des articles D.8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D.8222-7 et D.8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, la non-transmission des pièces mentionnées à l'article D.8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- Si le Titulaire n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- Suspension, retrait ou non renouvellement de la licence de transport.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3 Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;
- Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

11.4 Exécution aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG FCS, l'EFS peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard. Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en

remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D.8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

14. CLAUSES TECHNIQUES

14.1 Données quantitatives et organisationnelles

L'effectif total au 31/12/2024 est de **700**.

14.2 Composition par catégorie socio professionnelle

CSP	2024
Employés	34
TAM	512
Cadres non médicaux	101
Cadres médicaux	53
Total	700

14.3 Composition par groupe de métier

Métier	2024
Chauffeurs	26
Métiers relations donneurs	58
Techniciens de laboratoire	263
Autres métiers laboratoire et production	18
Infirmiers	94
Médecins de prélèvement	16
Métiers de la recherche	16
Métiers support	116
Encadrement support	20
Encadrement Médico-Technique	73
Total	700

14.4 Composition par âge et par sexe

	2024	
Tranche d'âge	Femmes	Hommes
20 ans et -	6	4
21-25 ans	55	23
26-30 ans	47	17
31-35 ans	46	18
36-40 ans	55	27
41-45 ans	71	40
46-50 ans	57	29
51-55 ans	47	21
56-60 ans	55	24
61-65 ans	36	10
66 ans et +	8	4
Total par sexe	483	217

14.5 Nombre de travailleurs de nuit

Horaires de nuit	2024
Employés	0

TAM	37
Cadres non médicaux	0
Cadres médicaux	0
Total	37

14.6 Nombre de travailleurs handicapés

	2024
Employés	5
TAM	42
Cadres non médicaux	1
Cadres médicaux	1
Total	49

14.7 Répartition géographique des salariés au 01/01/2025

Site	Nbre
<i>Aix Hôpital</i>	18
<i>Aix Maison Don</i>	15
<i>Ajaccio</i>	14
<i>Arles</i>	13
<i>Avignon</i>	41
<i>Bastia</i>	12
<i>Briançon</i>	4
<i>Cannes</i>	17
<i>Gap</i>	18
<i>Mars FAC Timone</i>	22
<i>Mars Val Verte</i>	137
<i>Marseille</i>	201
<i>Marseille Arenc</i>	6
<i>Marseille IPC</i>	16
<i>Marseille Nord</i>	14
<i>Marseille Rép.</i>	18
<i>Nice Galléan</i>	11
<i>Saint-Musse</i>	59
<i>Saint-Laurent-du-Var</i>	5
<i>SLV Pugets</i>	18
<i>Nice Pasteur</i>	37

14.8 Description des prestations attendues

14.8.1 Périmètre et domaines d'intervention

La prestation du Titulaire vient en complément des dispositifs existants et interlocuteurs habituels de l'EFS PACA-CORSE qui restent à l'écoute des personnels sur leurs différents champs d'action, concernant les problématiques relatives aux relations employeur/employés.

14.8.2 Domaines d'intervention

La prestation devra permettre de répondre aux problématiques individuelles des salariés relevant

des domaines suivants :

- Financier : notamment traitement de l'endettement, étude de budget, économie domestique, négociations avec des créanciers
- Logement : notamment information sur les aides existantes, aide à la constitution des dossiers de demandes, lien avec les associations, négociation avec les bailleurs....
- Santé : notamment soutien administratif, accompagnement et orientation vers des interlocuteurs spécifiques (psychologues, addictologues etc.)
- Familial : notamment information et aide pour l'obtention des prestations familiales, orientation légale ou psychologique dans le cadre des conflits conjugaux...
- Travail : information retraite, accompagnement aux changements

14.8.3 Connaissances et coordination avec les autres acteurs et dispositifs présents à l'EFS PACA-CORSE

L'EFS PACA-CORSE disposant d'un certain nombre de dispositifs d'aide (fonds social, UNICIL, CE) et des interlocuteurs spécifiques (médecin du travail, service RH, représentant du personnel, hiérarchie directe du salarié), l'assistante sociale s'engage à connaître l'ensemble de ces intervenants pour orienter le salarié vers l'interlocuteur approprié au sein de l'entreprise, le cas échéant.

14.8.4 Rôle spécifique de l'assistance sociale

Ne se substituant pas aux dispositifs et acteurs déjà présents à l'EFS PACA-CORSE, l'assistance sociale apporte aux salariés de l'EFS PACA-CORSE une écoute, et une aide sur les champs relevant de problématiques plus personnelles. Elle leur fait bénéficier de ses réseaux et contacts au sein des associations, organismes et institutions privées ou publiques, susceptibles de lui apporter une aide ou permettant d'apporter une solution pérenne aux problèmes rencontrés. L'assistance sociale joue un rôle de facilitateur.

14.9 Définition et organisation des vacations

14.9.1 Définition

La vacation comprend à la fois le temps d'écoute et de conseil des salariés (face à face, rendez-vous téléphonique) et le temps de gestion des dossiers (recherches, contact avec les différents organismes si nécessaire). Par exemple, une vacation comprendra une demi-journée (3 heures 30 minutes) de présence de l'assistance sociale pour rencontrer les salariés et 3 heures 30 minutes de temps de gestion de dossiers.

14.9.2 Organisation matérielle

La prestation comprend des vacations permettant à tous les salariés de l'EFS PACA-CORSE de pouvoir contacter l'assistance sociale.

La prestation est organisée de telle sorte que les salariés aient toujours le même interlocuteur. Ainsi, le territoire de l'EFS PACA-CORSE peut être divisé entre plusieurs intervenants mais chacun d'entre eux est dédié à un territoire spécifique.

Pour ce faire, les vacations s'organisent selon deux modalités :

- Le contact téléphonique : il est défini un planning (jours et horaires) durant lesquels les salariés de l'EFS PACA-CORSE pourront contacter, à un numéro de téléphone

spécifique, l'assistante sociale dédiée à leur site. Cette modalité doit être opérationnelle pour tous les salariés de l'EFS PACA-CORSE.

- Le rendez-vous : il est défini un planning (jours et horaires) de présence de l'assistance sociale sur site. Dans ce cadre, l'assistante sociale recevra dans un espace confidentiel, mis à disposition par l'EFS PACA-CORSE les salariés qui auront préalablement pris rendez-vous auprès du Titulaire du marché.

Lors des permanences tenues physiquement sur site, les salariés pourront également opter pour un échange téléphonique en lieu et place d'un échange en présentiel. Pour autant, cela ne dispense pas l'assistance sociale de se rendre sur le site.

De plus et compte tenu des mesures de sécurité inhérentes au statut de Point d'importance Vitale de l'EFS PACA-CORSE, aucune connexion internet, ou accès au système informatique de l'EFS PACA-CORSE ne sera autorisée. Le prestataire doit pouvoir se doter des moyens informatiques et de téléphonie nécessaire à son activité sans avoir recours au réseau de l'EFS PACA-CORSE.

14.9.3 Périmètre géographique d'intervention

L'EFS PACA-CORSE comprend les départements suivants : Alpes de Hautes Provence, Alpes-maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Haute-Corse et Corse du Sud.

Compte tenu de l'éloignement de certains sites et de l'effectif qui y est présent, il est demandé des interventions sur les sites suivants :

- Marseille Baille : 149, Boulevard Baille, 13005 Marseille
- Marseille Vallée Verte : Domaine Vallée Verte - Bâtiment Skybury, 13011 Marseille
- Aix-en-Provence : 25, boulevard Aristide Briand, 13100 Aix en Provence
- Avignon : 285, rue Raoul Follereau 84084 Avignon
- Toulon : Hôpital Sainte-Musse – 487, avenue André Blondel, 83070 Toulon
- Saint-Laurent-du-Var : 1642 Rte des Pugets 06700 ST LAURENT DU VAR
- Nice : 30 Voie Romaine 0600 NICE

Concernant les sites de Briançon, Gap, Ajaccio et Bastia, le contact téléphonique sera privilégié. Aucune permanence physique ne sera organisée pour ces sites.

Concernant les sites de Cannes et Nice MDD, les salariés pourront soit privilégier le contact téléphonique, soit se déplacer sur les sites de Saint-Laurent du Var et Nice. De même, les salariés d'Arles pourront, s'ils désirent un rendez-vous, se rendre sur le site d'Avignon. L'ensemble des salariés des sites de Marseille (Nord, IPC, Arenc, Baille) seront reçus, par roulement, une fois sur le site de Marseille Baille, une fois sur le site de Marseille Vallée Verte. Pour autant, les modalités de ce roulement peuvent évoluer en cours d'exécution du marché en fonction des besoins.

Tout changement de localisation de site ne saurait entraîner de surcoût particulier si celui-ci s'effectue dans un rayon inférieur à 10km de l'adresse précitée.

Le pouvoir adjudicateur est susceptible de demander des vacations sur tout autre site relevant de sa compétence territoriale dont il fournit les coordonnées au Titulaire.

14.10 Organisation et gestion du marché

14.10.1 Exigence d'un interlocuteur unique

La DRH de l'EFS PACA-CORSE demande un interlocuteur unique pour le pilotage et la gestion des prestations de vacations d'assistante sociale, quelle que soit l'effectif déployé sur site pour assurer la prestation.

Les coordonnées de cet interlocuteur unique sont à renseigner dans le cadre de réponse du mémoire

technique.

14.10.2 Réunion de cadrage et mise en place du marché

Une réunion de cadrage sera organisée, après la notification du marché, dans les locaux du siège régional de l'EFS PACA Corse situé au 149, boulevard Baille, 13005 Marseille.

Par ailleurs, dans un délai maximal de dix jours à compter de la notification du marché, le Titulaire adresse à la DRH de l'EFS PACA-CORSE :

- La liste du ou des intervenant(e)s assurant la prestation, en indiquant leur site d'intervention et leurs coordonnées téléphoniques ;
- Le nom et les coordonnées de l'interlocuteur unique du prestataire.
- Le calendrier trimestriel des vacations prévues indiquant pour chaque site la date et les horaires ; ce calendrier trimestriel devra être ensuite remis au moins un mois calendaire avant la date de début du trimestre suivant.
- Les numéros des éventuelles permanences téléphoniques et les horaires d'appels possibles. Le Titulaire s'engage à informer dans les meilleurs délais la DRH de l'EFS PACA-CORSE de toute modification de cette liste en cours d'exécution du contrat.
- Les logos et charte graphique de l'entreprise afin de pouvoir réaliser au sein de l'EFS PACA-CORSE les actions de communication interne nécessaires à la promotion du service.

La DRH de l'EFS PACA-CORSE fournira au Titulaire :

- La liste des correspondants autorisés à demander une prestation de mise à disposition (par site).
- La formation nécessaire pour connaître les dispositifs déjà mis en place à l'EFS PACA-CORSE ainsi que la liste des différents interlocuteurs

14.10.3 Calendriers des vacations d'assistance sociale et modifications

Le Titulaire doit fournir un calendrier trimestriel des vacations prévues indiquant pour chaque site la date et la plage horaire de la vacation. Ce calendrier trimestriel doit être transmis au moins un mois calendaire avant la date de début du trimestre suivant. Il doit être adressé à la DRH. Le calendrier de vacations proposé par le Titulaire est susceptible de faire l'objet d'observation ou de demande de modification. Dans ce cas, si la modification est à l'initiative du Titulaire ou d'un des correspondants de site, il est impératif d'en informer la DRH en lui transmettant la dernière version du calendrier.

Faute de quoi, le Titulaire encourt l'application de pénalités spécifiques prévues dans le présent CCP en cas de non-respect des exigences susmentionnées.

La DRH peut également demander un calendrier semestriel des vacations afin d'avoir une projection plus large sur les vacations à venir. Ainsi, après accord de la DRH, une ou des vacations pourront être ajoutées ou supprimées.

14.10.4 Reporting et réunions de suivi

La DRH de l'EFS PACA-CORSE et le Titulaire organisent une fois par trimestre une réunion de suivi de l'exécution du marché. Ces réunions se tiendront soit au siège régional de l'EFS PACA-CORSE (Baille) soit en distanciel (par téléphone ou via un outil de communication dématérialisé de type teams).

Lors de chaque réunion, le Titulaire présentera un reporting trimestriel et en fournira un support papier ou électronique à la DRH de l'EFS PACA-Corse. La réunion trimestrielle doit permettre de faire un bilan des vacations effectuées et d'ajuster le cas échéant le nombre d'interventions.

Un bilan annuel sera rédigé et présenté en CSE en début d'année suivante.

14.10.5 Modifications dans l'équipe dédiée

Le Titulaire du marché s'engage à affecter pendant toute l'exécution du marché le (ou les) assistant(s) social(aux) présenté(s) dans les pièces de son offre et dont les diplômes et curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées. Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les vacations d'assistance sociale, le Titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, le RPA et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV et le diplôme de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le RPA, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai 5 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le Titulaire. Toutefois, le RPA se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le RPA, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue dans le présent CCP.